

**APPEL  
D'URGENCE AUX  
ORGANISATIONS  
INTERNATIONALE  
S DES DROITS DE  
L'HOMME, AUX  
INSTITUTIONS,**

# **KONGREYA JINÊN AZAD**

**KJA**

## **AUX ORGANISATIONS DES FEMMES, ET A LA PRESSE**

Le conflit en amont entre le PKK (Parti des Travailleurs du Kurdistan) et les forces gouvernementales, la politique de déni et d'annihilation de l'Etat turc envers la population civile kurde, la violation des droits humains, les arrestations, les évacuations forcés des villages, les exécutions extrajudiciaires ont profondément marqué la société au début des années 90. Lors du Newroz en 2003, l'appel du leader du peuple kurde Abdullah Öcalan a suscité un grand espoir au sein de la population turque pour la construction de la paix et l'instauration d'une solution démocratique. Mais après les élections législatives du 7 juin 2015, un processus de rejet des négociations a été lancé ; la persistance des conditions de détention en isolement de M. Öcalan, les bombardements, les opérations militaires et politiques, les incendies de forêt, les violences sexuelles envers les femmes et les massacres de civils ont rigoureusement été mis au point par l'Etat. Ce qui est arrivé ces derniers jours dans le district de Sirnak à Silopi nous témoigne cela. Le fait que les corps des combattants du YPG et du YPJ, qui ont perdu la vie dans leurs luttes contre les gangs de DAESH, n'ont pas été autorisé à passer la porte de Habur (frontière turco-irakienne) pendant 13 jours, et qu'ils n'aient pas été livré à leur famille, a été perçu par le peuple comme une attaque contre toutes les valeurs de la société. Cette attitude s'abstenant de toute loi universelle et de toute dignité humaine a suscité l'indignation dans la société.

Aujourd'hui à Silopi, le gouvernement mène une politique de grande violence et de destruction envers le peuple. Les tirs, les frappes aériennes et les massacres ne cessent depuis deux semaines à Silopi. Aucune nouvelles ne peuvent être prise d'aucunes manières à partir de 4 quartiers. Selon les données officielles, 4 personnes ont perdu la vie, 28 personnes ont été placés en détention. Les blessés détenu par les forces de l'ordre ne pouvant être admis à l'hôpital, le nombre réel de blessé n'a pu être déterminé. D'après la déclaration d'un témoin oculaire, un blessé aurait été exécuté à l'hôpital. La menace des équipes d'opération spéciale, de la gendarmerie et de la police n'autorise personne à quitter son foyer. La loi de « sécurité spéciale » mise en place par l'Etat turc légalisant ces pratiques inhumaines sont aussi mises en vigueur dans d'autres provinces du Kurdistan. De nombreuses zones résidentielles ont été déclarés comme « zone de sécurité spéciale » par les forces de l'ordre.

Nous, KJA, lançons un appel d'urgence à toutes les organisations des droits internationaux, les institutions, des délégations d'observation et la presse internationale à faire une observation et un constat (examen) des massacres et des violations de droits dans la région et particulièrement à Silopi.

## **CONGRÈS DES FEMMES LIBRES - KONGREYA JINÊN AZAD (KJA)**

**e-mail:** [kjadiplomacy@gmail.com](mailto:kjadiplomacy@gmail.com) - [kongreyajinenazad@gmail.com](mailto:kongreyajinenazad@gmail.com) -  
**twitter:** @2015KJABASIN

**DİYARBAKIR**